

Les collectivités locales et la gouvernance de la transition énergétique

Acteurs, logiques, enjeux

*3^{ème} Journée CNRS
de Dialogue sur la Transition Energétique*

Jeudi 20 mars 2014

François-Mathieu Poupeau, chercheur CNRS au LATTIS (Ecole des ponts, Université Paris Est)

INTRODUCTION

- La décentralisation : un sujet redevenu légitime dans le champ de l'énergie
- Des interrogations, des controverses autour de la question de la répartition des compétences entre collectivités locales
- Identifier les acteurs et comprendre leurs logiques pour mieux réfléchir aux pistes d'évolution
- Deux principales forces en présence :
 - un premier réseau d'acteurs : les syndicats départementaux d'énergie
 - un second réseau d'acteurs, plus récent : les Régions, EPCI et Métropoles

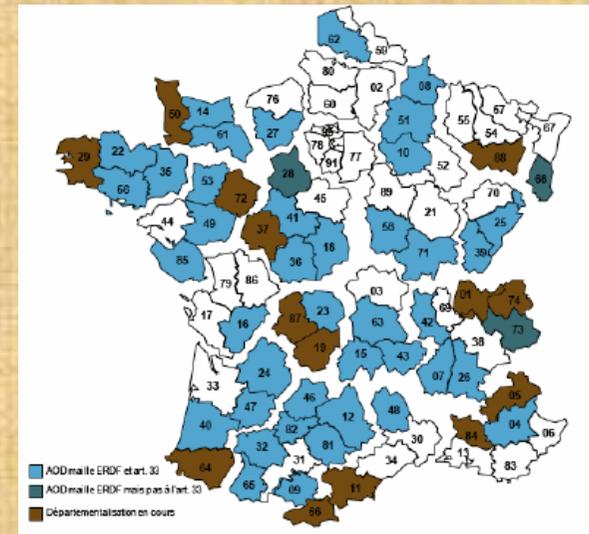
Des acteurs « historiques » : les syndicats d'énergie

- Des acteurs qui s'appuient sur une compétence forte des communes : le rôle d'autorité concédante des réseaux de distribution publique d'énergie
- Ils apparaissent dans les années 1920 autour de deux enjeux majeurs :
 - être un vrai contre pouvoir face aux opérateurs privés
 - faciliter l'accès du monde rural aux réseaux d'électricité
- Une première forme d'organisation locale autour du niveau départemental
 - une lente progression durant l'entre-deux-guerres et les 30 Glorieuses
 - un niveau conforté depuis les années 1990

Des acteurs « historiques » : les syndicats d'énergie

- Des acteurs très présents dans le paysage institutionnel local et national

- des moyens importants, des compétences diversifiées (au-delà de l'énergie)
- des relais influents au niveau national (FNCCR, réseaux de parlementaires, habitudes de travail avec les opérateurs et les pouvoirs publics...)



Source : FNCCR

- Une double logique d'action dans le contexte actuel de libéralisation des marchés énergétiques :
 - l'aménagement infrastructurel du territoire
 - la défense des consommateurs face aux opérateurs et à l'Etat

Des acteurs émergents : les Régions et les EPCI

- Un réseau d'acteurs à partir des années 1970 autour de plusieurs mouvements de contestation du modèle français de service public
- Des actions voire politiques publiques portées par d'autres niveaux de collectivités locales
 - quelques grandes villes pionnières (Rennes, Montpellier, Grenoble)
 - le rôle croissant des Régions
 - la montée en puissance des intercommunalités dites de projet
- Une autre approche des questions énergétiques :
 - davantage tournée vers la transition énergétique
 - la défense d'une autre forme d'action publique : davantage décentralisatrice, transversale et urbaine

CONCLUSION

- Deux réseaux d'acteurs bien distincts, construits autour de problématiques d'action publique différentes...
 - la mouvance des **syndicats d'énergie**, relayée par la **FNCCR**
 - les réseaux alternatifs, constitués autour des **conseils régionaux** et des **EPCI**
- ... qui passent d'une logique de cohabitation vers une **logique de concurrence**, autour de la gestion des réseaux d'énergie
- L'enjeu majeur d'une « transition institutionnelle » réussie :
 - **concilier**, sans perte d'efficacité ni risque d'illisibilité, **les deux visions territoriales à l'oeuvre**
 - dans les réformes institutionnelles mais aussi dans le **quotidien** des relations de terrain